

grand nombre de dépôts de crème et de fromageries ainsi que la disparition des laiteries locales qui font place à des laiteries fusionnées sont l'indice d'un état de choses radicalement fautif. Il en est de même de la dispersion littéralement par milliers des troupeaux laitiers.

Le gouvernement peut dire à juste titre que la production laitière est aussi élevée ou plus élevée que jamais, mais c'est grâce aux agriculteurs, et non au gouvernement. Ce sont les agriculteurs qui, par leurs propres moyens, sont devenus plus efficaces, ont amélioré leur bétail et employé de nouvelles techniques permettant d'augmenter la production de lait avec un nombre réduit de têtes de bétail. Mais il y a des limites à tout. Une efficacité de ce genre ne peut enrayer que jusqu'à un certain point la régression d'une économie. Il ne nous faudra pas longtemps avant d'être un pays qui ne produit plus un grand excédent de produits laitiers, mais un pays qui a à peine à produire assez pour répondre à ses propres besoins, à supposer que nous n'en soyons pas déjà là et que nous n'importions pas déjà certains des produits laitiers dont nous avons besoin.

Et la récolte de tabac? Elle revêt une grande importance pour ma province d'Ontario et, bien qu'à un degré moindre, pour la province de Québec. Chaque année elle rapporte des millions et des millions de dollars de recettes. Mais où en sommes-nous au point de vue de l'industrie du tabac? Si nous jetons un coup d'œil aux statistiques, nous constatons que la superficie réservée à la culture du tabac diminue régulièrement depuis dix ans, tant pour le tabac Burley que pour le tabac jaune. Quoi qu'il en soit, 1967 montrera une augmentation du nombre d'arpents plantés, mais toute personne s'intéressant à cette industrie sait que c'est parce que la Rhodésie, un des principaux fournisseurs de tabac sur les marchés européens, n'est plus en mesure d'approvisionner normalement ces marchés à cause des sanctions commerciales qui lui sont appliquées. Un peu de notre tabac comble cette insuffisance, mais nous ne savons pas quand le tabac de Rhodésie réparera sur des marchés que nous ne réussirons peut-être pas alors à garder en Europe. L'industrie du tabac n'envisage pas avec intérêt ou enthousiasme les mesures du gouvernement actuel.

Et les bovins, les porcs et les moutons? Dans les réductions qu'il a annoncées pour l'an prochain, le gouvernement supprime les subventions sur les porcs et les moutons. Celles-ci tendent à encourager la qualité et le volume de la production. Comment est-il pos-

sible d'augmenter la production lorsqu'on abolit cette subvention à un moment où le prix des cochons est le plus bas depuis bien des années? Si le gouvernement songeait à économiser en supprimant cette subvention il aurait dû le faire alors que les prix étaient élevés et non lorsque les producteurs éprouvent des difficultés. A vrai dire, une telle décision portera peut-être un coup mortel à l'élevage des moutons, à la consternation des fabricants de laine et de produits de la laine au Canada.

Que dire des producteurs de fruits et légumes? Voilà un groupe qui voit l'accord du GATT avec beaucoup de méfiance. Il devient méfiant quand il entend le gouvernement parler de commerce plus libre entre les nations. Les producteurs de fruits et de légumes savent que si la mince protection tarifaire actuellement en vigueur contre les importations, surtout celles qui proviennent de notre voisin du Sud, venait à disparaître, cela entraînerait la disparition d'une bonne partie de leur industrie. Nous ne pouvons faire concurrence sur le marché des fruits et des légumes à cause de notre situation géographique et parce que nos récoltes parviennent sur nos marchés intérieurs au moment où les excédents américains envahissent la majeure partie. Les producteurs de laitue printanière, de cantaloups, de choux-fleur, de céleri, de tomates et de concombres de serre sont dans une situation presque désespérée, et si l'on supprime la protection tarifaire, on les supprimera du même coup.

Que dire du maïs et de la fève soya? Le prix du maïs est très bas comparativement à ce qu'il était l'an dernier, et il en est de même pour la fève soya. De fait l'association des producteurs de fèves soya réclame d'urgence un prix minimum de soutien pour cette denrée. Il y a des années que le prix de la fève soya accuse une telle chute.

Qu'en est-il des cultures pour la mise en boîtes? A cet égard, la situation est pire qu'elle a jamais été. On se demande pourquoi? Il est difficile à dire si cela tient à la politique du gouvernement ou à son manque de politique, mais il n'en reste pas moins que les rumeurs au sujet de la réduction des droits de douane sur les fruits et légumes en boîtes et la hausse des frais de production au Canada ont encouragé de grandes sociétés canadiennes à construire des usines dans d'autres parties du monde où la main-d'œuvre, les produits et la production coûtent moins cher. Cela leur permet de réexpédier leurs marchandises au Canada, transformées ou semi-transformées, au grand détriment de nos propres industries.